

EDI RAMA

Premier ministre de la République d'Albanie

Thierry de MONTBRIAL

Monsieur le Premier Ministre. Il parle français comme moi, ou même mieux.

Edi RAMA

Merci pour votre très aimable invitation, je suis vraiment ravi d'être ici avec Ana, que je respecte beaucoup, et même que j'admire pour son courage et sa façon de diriger. Laissez-moi vous dire qu'il y a trois ans, tout cela aurait été impossible. Absolument impossible. Il y a trois ans, nous vivions encore dans deux univers totalement distincts, et ce clivage n'existait pas seulement entre nous, mais aussi plus largement au niveau de la région. Nous ne nous étions jamais réunis pour parler de nos problèmes, de l'avenir, de tout un tas de sujets. Et puis j'ai décidé de venir à Belgrade, 68 ans après la dernière visite officielle, ce qui n'a pas été chose facile, et qui s'est déroulé dans une atmosphère très tendue, mais qui a ouvert la voie. Ensuite, le Premier Ministre de l'époque, Aleksandar Vučić, s'est rendu à Tirana, pour la première visite officielle de tous les temps entre ces deux pays voisins. Parallèlement, nous avons entamé ce qui s'appelle le « Processus de Berlin », à travers lequel, pour la première fois dans l'Histoire, nous nous sommes tous retrouvés autour d'une table à Berlin, à l'invitation de la Chancelière, pour parler de coopération régionale. Pas pour parler de frontières et de conflits, ni de ce qui nous a séparés pendant des décennies.

Tout cela n'a pas été facile, mais clairement, il n'y a aucun aspect historique dans la réunion d'aujourd'hui, ce qui est très bien, parce que si nous nous étions réunis à Belgrade, à Tirana ou à Berlin, cela aurait eu une connotation historique. Ce n'est pas le cas aujourd'hui. C'est ennuyeux au point que les journalistes ne se pressent même pas pour assister à notre rencontre, et c'est le bon côté des choses. Il est évident que nous avons un désaccord fondamental, comme l'a dit Ana, sur le Kosovo, mais encore une fois, même à ce sujet, de nombreux points s'améliorent, parce qu'il existe un dialogue permanent entre Belgrade et Pristina. Les gens se réunissent, les gens se parlent. Même s'ils sont concrètement et fondamentalement en désaccord, ça ne les empêche pas de s'asseoir autour d'une table et de parler, non seulement de ce sujet précis, mais aussi de beaucoup d'autres. Il me semble que ce qui ressort de très positif, c'est de constater à quel point les choses changent au niveau de la population.

Les gens ne ressentent plus autant de frustration et ils ne sont plus aussi réticents à se rencontrer, à aller et venir, à développer des projets commerciaux, à élaborer des projets culturels, etc. Il y a donc une nouvelle façon de vivre dans les Balkans, qui est en rupture totale avec notre culture consistant à vivre dans le passé. Je me rappelle d'une chose (et j'espère que ça ne l'ennuiera pas que j'en parle, parce que c'était aussi un grand ami, un autre Premier Ministre de Serbie), il y a quelques années, nous nous étions réunis comme aujourd'hui, et le Premier Ministre du Kosovo avait également été invité, et nous étions en train de prendre un café dans le hall. Au moment de sortir, tout le monde devait passer par la porte d'entrée, il était donc impossible pour eux de s'éviter. Ils ont échangé une poignée de mains, et ensuite, je ne sais combien de fois il a tenté de convaincre un nombre incalculable de journalistes que cela avait été tout à fait fortuit, qu'il n'avait pas apprécié cet échange, mais qu'il avait dû passer outre. C'était il n'y a pas si longtemps que ça, seulement sept ou huit ans, nous vivons donc maintenant une période totalement nouvelle.

Nous avons accepté le fait de ne pas être d'accord sur une question fondamentale, mais nous avons aussi accepté de travailler et d'avancer, et en même temps, d'essayer de trouver pour nos deux peuples un *modus vivendi* beaucoup plus décontracté, dans une atmosphère beaucoup moins tendue.

Thierry de MONTBRIAL

Bien, merci beaucoup. Un historien français très connu a déclaré, après la chute de l'empire soviétique et après la chute de l'Union soviétique elle-même : « C'est une bonne nouvelle pour les historiens, parce que ça montre que la profession a encore de l'avenir, mais il y a aussi une mauvaise nouvelle, et la mauvaise nouvelle, c'est qu'ils devront



continuer à travailler sur l'histoire des Balkans », donc je suppose que le désaccord sur le Kosovo s'appuie, dans une large mesure, sur des considérations historiques.